

## Nouvelles locales du lundi 20 avril 2015

@rib News, 20/04/2015 | Justice Les Étudiants de l'Université du Burundi viennent de baptiser tous les mardis « le mardi noir » en signe de contestation contre l'emprisonnement inexplicable de leurs collègues René Nshimirima Jean Bosco Nibizi. Dans un communiqué rendu public ce lundi, le conseil des délégués de cette institution a estimé que leurs amis locataires de la prison centrale de Mpimba depuis mardi dernier ont été emprisonnés suite au manque de l'indépendance de la magistrature burundaise. Ainsi, ils ont décidé de porter des habits noirs tous les mardis et faire une longue marche silencieuse vers le parquet de la République en mairie de Bujumbura pour demander la libération de leurs condisciples et pour chercher une justice indépendante, disent-ils.

Dans ce même communiqué, ils demandent au président de la République d'ordonner la libération immédiate de deux étudiants et à la justice d'être indépendante pour servir tout le peuple burundais. Ils demandent aussi aux étudiants de rester solidaires et de ne pas écouter tous ceux qui veulent les diviser. À la police, ils demandent la neutralité et précisent qu'ils ne vont pas se laisser arrêter arbitrairement. À la communauté internationale, ils demandent de suivre de près ce qui se passe à l'endroit des étudiants de l'université du Burundi qui sont mis dans le box de ceux qui n'acceptent pas le 3<sup>e</sup> mandat de Nkurunziza alors qu'ils n'y sont pour rien. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha] | Police Les manifestations contre un probable 3<sup>e</sup> mandat du président de la République n'ont pas eu lieu ce lundi comme prévu et annoncé par les cinq partis politiques en coalition avec les frondeurs du CNDD-FDD. La cause n'était pas prévue, mais la police a équipé jusqu'aux dents la ville de Bujumbura surtout dans le but d'empêcher qu'elles aient lieu. Pourtant, la population semblait calme et vaquait normalement à ses activités et les kiosques et autres magasins étaient ouverts comme d'habitude. Les organisateurs de cette manifestation annoncent qu'il s'agit d'une intimidation de la part de la police et cela fait obstacle au développement de la démocratie également qu'il y aurait des mandats d'arrêt signés pour les appréhender. À ce sujet, le parquet général de la République a fait savoir qu'il ne connaît rien en ce qui est de ces mandats.

[bonesha/isanganiro/rpa/rtr] - L'ancien homme fort du parti CNDD-FDD annonce un probable plan d'assassinat de toutes les personnes qui sont contre le 3<sup>e</sup> mandat de Pierre Nkurunziza. Dans un communiqué qu'il a sorti ce lundi, Hussein Radjabu fait savoir que certains membres de ce parti concocteraient de tuer tous ceux qui s'opposent à ce que le président Nkurunziza soit candidat à la présidentielle de juin prochain. Ce fugitif de la prison centrale de Mpimba fait savoir que des fusils ont été distribués dans différentes provinces du pays et il donne l'exemple de la province de Gitega où 12 fusils par commune ont été distribués. Il annonce également qu'il connaît des maisons qui abritent des mercenaires étrangers (surtout en provenance de la RD Congo au sein des FDLR) qui seraient en train d'être formés pour commettre ces forfaits. Il pointe du doigt le général Adolphe Nshimirimana comme étant le principal instigateur de ces faits. Selon lui, c'est aujourd'hui ou jamais d'empêcher Nkurunziza et les siens de faire tomber dans le désordre. De son côté, le conseiller principal à la présidence chargé de la communication trouve que ces allégations ne sont pas fondées. Willy Nyamitwe trouve que cela n'est pas possible d'autant plus que ces déclarations sont fondées sur aucune information crédible. [bonesha/isanganiro/rpa/rtr] - Les limogeages de leurs postes des personnes qui sont contre le 3<sup>e</sup> mandat de Pierre Nkurunziza continuent. En effet, 17 personnes travaillant à l'Assemblée nationale viennent d'être démis de leurs fonctions. L'acte leur signifiant cette destitution a été signé par le président de l'Assemblée nationale Pie Ntavyohanyuma. Dans cette même logique, certains cadres de la CNTB ont été démis de leurs fonctions à partir de ce samedi. Il s'agit entre autres des représentants de cette commission dans les provinces de Gitega et Bubanza. Il s'agit aussi et surtout de son président au niveau national Monseigneur Sagarapion Bambonanire, mais qui, selon une certaine opinion, n'a pas été destitué suite à ce mandat qualifié de trop. La présidence de la République n'a pas donné plus de clarifications à cette destitution avant la fin de la période de prolongation venant de lui être accordée. Précisons à toutes fins utiles que son comportement avait été critiqué par les parlementaires dans la province de Makamba, ce qui avait abouti au surcis de la mise en application des décisions que cette commission dans cette même province. Il a été remplacé par un certain Tharcisse Nkunzimana.

[bonesha/isanganiro/rtr/rpa] - A l'annonce de cette nouvelle, le député Charles Nditije fait savoir qu'il est suffisamment ravi par cette destitution de Sagarapion Bambonanire à la tête de la CNTB. Selon lui, son successeur doit éviter à tout prix tout ce qui peut compromettre à ce sujet les accords d'Arusha. Il demande ainsi que le nouveau venu fasse usage de la plus grande sagesse dans l'accomplissement de son travail afin de donner aux accords d'Arusha le sens qu'ils méritent que la CNTB ne soit pas partielle. Ce député élu dans la province de Bururi trouve également que les lois régissant cette commission sont lacunaires et donnent ainsi lieu à une mauvaise interprétation de la part des esprits mal intentionnés. Ainsi, il lui demande de bien gérer cette question et de ne pas la dissocier de sa principale source de solution qui est l'accord d'Arusha dans l'intérêt de toute la population burundaise. [isanganiro/rpa] | Droits de l'homme La ligue des droits de l'homme Iteka se dit inquiète de la situation socio-économique dans le pays. Dans un communiqué rendu public ce lundi, cette organisation de la société civile estime que qu'il y a un certain groupe de jeunes Imbonerakure qui sème la terreur d'une manière incontrôlée et cela cause même des fuites de la population vers les pays voisins, population qui estime que le pouvoir l'a laissée à la merci de ce groupe. Il trouve également que le parti CNDD-FDD s'engage ouvertement contre la liberté d'expression dans le pays en voulant museler tous ceux qui sont contre ce pouvoir. Il cite notamment ceux qui sont interdits de manifester pacifiquement alors que ceux de la mouvance défilent chaque fois qu'ils en ont besoin. Il cite aussi ceux qui sont démis de leurs fonctions pour avoir apposé leurs signatures sur la pétition demandant au président Nkurunziza de ne pas briguer un troisième mandat à la tête du pays. Le même communiqué continue en affirmant que la justice burundaise est prise en otage par le parti CNDD-FDD ce qui cause des problèmes de crédibilité et de fonctionnement au sein de cette institution. Il annonce enfin des discours d'intimidation de la part des membres du parti présidentiel tout en demandant à la société civile burundaise de ne pas baisser les bras dans cette situation. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha] | Sécurité - Une personne a été tuée à l'agence

Banque Burundaise pour le Commerce et l'Investissement (BBCI) antenne de Bururi la nuit de ce dimanche à lundi. Selon des sources en provenance du commissariat de la police dans cette province, le veilleur a été étranglé par des personnes qui sont venues la nuit voler à cette agence. Ces dernières se sont introduites à l'intérieur de la banque en ouvrant les portes d'entrée avec les clés qui étaient conservées par ce veilleur. Mais, arrivés à l'intérieur, les coffres forts et ont emporté une somme d'argent qui n'avait pas été encore connue selon des informateurs de la banque elle-même. Le commissariat ajoute aussi qu'aucun coup de feu n'a été entendu et que deux policiers qui gardaient cette agence sont introuvables mais, leurs fusils de travail étaient à l'intérieur de la maison dans laquelle ils logeaient. Il annonce aussi que les enquêtes sont en cours. Précisons que cette agence de la BBCI avait risqué d'être dévalisée en décembre dernier et à la vigilance des veilleurs qui ont empêché la commission de ce vol et au secours. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha/rtnb]